

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

ASSISTANT DE GESTION PME-PMI RCE

ASSISTANT DE MANAGER

COMMERCE INTERNATIONAL RCE

COMMUNICATION

COMPTABILITÉ ET GESTION

MANAGEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES

NÉGOCIATION ET RELATION CLIENT

TRANSPORT ET PRESTATIONS LOGISTIQUES

ÉCONOMIE-DROIT

SESSION 2019

Durée : 4 heures

Aucun matériel autorisé.

**La partie économique est numérotée de la page 2/10 à 5/10
Elle est prévue pour être traitée en deux heures**

**La partie juridique est numérotée de la page 6/10 à la page 10/10
Elle est prévue pour être traitée en deux heures**

BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR - TERTIAIRES		Session 2019
Économie-Droit	19-ECODROI-PF	Page 1 sur 10

PARTIE ÉCONOMIQUE

Éthiopie : Vers un décollage économique ?

L'Éthiopie, surnommée « Le tigre de l'Afrique » avec une croissance annuelle moyenne de 9 % au cours des douze dernières années, apparaît comme une nouvelle puissance économique dans la Corne de l'Afrique. Signe de son dynamisme, le pays attire les investisseurs étrangers, notamment la Chine, qui reste de très loin son premier partenaire commercial. L'Éthiopie est, en outre, engagée dans des négociations en vue d'une adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

L'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Afriquéconomique a pour finalité d'informer les acteurs publics et privés du développement en Afrique et d'agir avec les pays africains pour réaliser et financer des projets de développement sur le terrain. Le responsable de la zone Afrique de l'Est, monsieur Vaury, vous confie la mission de travailler à l'étude de l'implantation récente d'une entreprise chinoise en Éthiopie et de ses conséquences économiques pour le pays et sa population. Il vous demande de rédiger une note sur ce projet.

À l'aide de vos **connaissances** et du dossier ci-joint, **en veillant à définir les concepts soulignés**, et à exploiter de façon méthodique les documents mis à votre disposition, vous devez concevoir une note argumentée et structurée. Celle-ci répondra aux consignes ci-dessous :

- 1) Apprécier la situation économique de l'Éthiopie en termes de croissance économique et de développement depuis 2015.
- 2) Présenter les facteurs d'attractivité de l'Éthiopie comme pays de destination des investissements directs à l'étranger (IDE), puis analyser l'évolution de la situation du pays en matière d'IDE entrants de 2015 à 2017.
- 3) Préciser l'objectif principal de l'OMC et expliquer en quoi une adhésion à cette organisation peut présenter pour l'Éthiopie des avantages. Puis repérer comment les mesures adoptées par ce pays peuvent permettre son adhésion.

Documents :

Document 1 : l'Indice du Développement Humain de l'Éthiopie de 2000 à 2017 (Source : les auteurs, d'après PNUD, 2018)

Document 2 : indicateurs de croissance de l'Éthiopie (Source : les auteurs, d'après tradesolutions.bnpparibas.com, 2018)

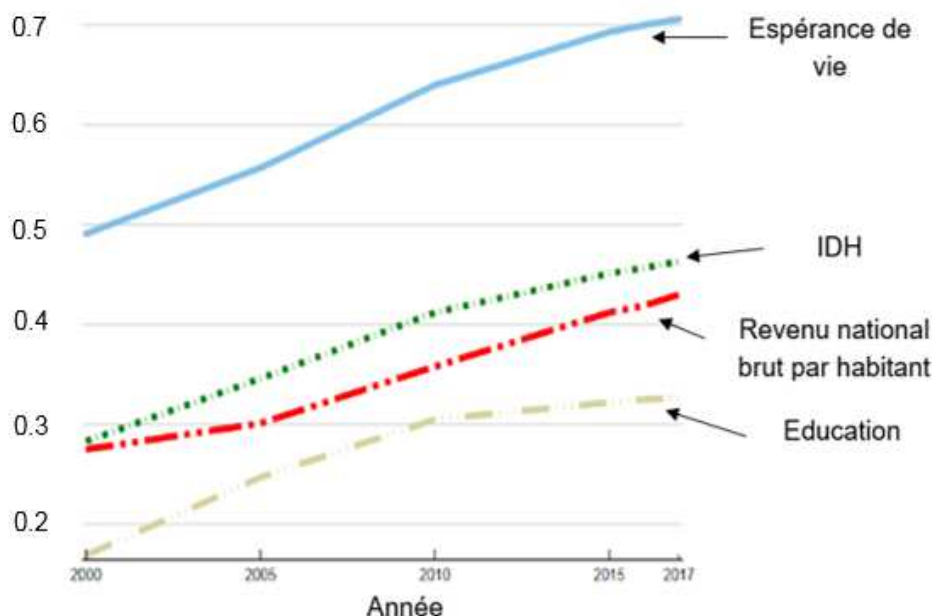
Document 3 : IDE entrants en Éthiopie (source : CNUCED, 2018)

Document 4 : l'Éthiopie se prépare à être l'usine du monde (Les auteurs, d'après <http://afrique.lepoint.fr/economie/Éthiopie>, 2018)

Document 5 : le processus d'adhésion de l'Éthiopie à l'OMC est lourd (source : itcsd.org 2012)

BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR - TERTIAIRES		Session 2019
Économie-Droit	19-ECODROI-PF	Page 2 sur 10

Document 1 : l'Indice du Développement Humain de l'Éthiopie et ses composantes de 2000 à 2017



Classement selon l'Indice du Développement Humain (2017)	IDH
Développement humain très élevé	0.894
Développement humain élevé	0.757
Développement humain moyen	0.645
Développement humain faible	0.504
Pays développés	0.681
Éthiopie	0.463

Source : Les auteurs d'après PNUD, Indices et indicateurs du développement humain, 2018.

Document 2 : indicateurs de croissance de l'Éthiopie

Indicateurs de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)
PIB (croissance annuelle, en % prix constant)	10.4	8	8.5	8.5
PIB par habitant (annuel, en dollars)	721	795	861	927

Note : (e) donnée estimée

Source : Les auteurs d'après <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/Éthiopie/contexte-economique>

Document 3 : IDE entrants pour l'Éthiopie

	2015	2016	2017
Flux d'IDE entrants (millions de dollars)	2 627	3 989	3 586
Stock d'IDE (millions de dollars)	10 937	14 926	18 512

Source : CNUCED

Document 4 : l'Éthiopie se prépare à être l'usine du monde

Les atouts de l'Éthiopie ne manquent pas : un marché de 100 millions d'habitants et une main-d'œuvre abondante, peu coûteuse, et jeune. Le pays dispose d'abondantes ressources :

- 45 millions d'hectares de terres arables pour la production du coton, qui assurent notamment l'approvisionnement des industries (le pays exporte également du café, premier producteur africain, des fleurs coupées et du bétail entre autres) ;
- une énergie disponible et parmi les moins chères du monde (quatre cents dollars par kilowattheure) grâce à la valorisation d'un important potentiel hydroélectrique estimé à 45 000 MW et géothermique, 5 000 MW ;
- une situation géographique de choix puisqu'elle lui permet de signer des accords qui ouvrent la voie à plusieurs marchés, dont le Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe (Comesa), le Moyen-Orient, l'Europe, l'Asie, jusqu'aux États-Unis via la loi des États-Unis sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique.

Ajouté à cela un Code des investissements révisé dès 2002 et des mesures d'incitations fiscales plutôt favorables pour les entreprises qui s'installent dans les parcs industriels [...]. Les treize parcs industriels, dont six construits par les Chinois, aménagés depuis 2016, accueillent d'ores et déjà les plus grandes marques internationales. Dont Calvin Klein ou encore H&M. Après le drame de l'effondrement du Rana Plaza, un immeuble qui abritait des usines au Bangladesh, en avril 2013, tuant plus d'un millier de personnes, le Suédois délocalise en Éthiopie.

Premier partenaire économique de l'Éthiopie, la Chine est aussi le premier investisseur étranger. À l'image de la voie ferrée reliant Addis à Djibouti, un investissement de 4 milliards de dollars financé en partie par Exim Bank of China, les Chinois construisent la majorité des grandes infrastructures dans le pays. Ils sont également les premiers investisseurs dans le secteur du textile éthiopien, et devraient délocaliser 85 millions d'emplois industriels dans les prochaines années dans la région, selon les prévisions de la Banque mondiale, faisant de ce pays une extension du made in China [...], estampillé made in Ethiopia cette fois. Une des raisons de ce choix réside dans le coût de la main-d'œuvre nettement moins cher qu'en Chine, de 600 dollars par mois, contre 60 dollars en Éthiopie. Un engouement pour ce nouvel eldorado du textile qui en fait le « nouveau Bangladesh » [...].

Source : Les auteurs, d'après <http://afrique.lepoint.fr/economie/Éthiopie>

Document 5 : le processus d'adhésion de l'Éthiopie à l'OMC est lourd

Commencées en 2003 et toujours en cours à l'heure actuelle, [...] les négociations en vue de l'accession de l'Éthiopie ont repris avec l'examen du régime commercial de ce pays. Il s'agissait ainsi de voir la conformité des réformes entreprises par le pays avec les règles de l'OMC. En effet, l'Éthiopie a engagé des réformes dans certains domaines tels que les politiques d'investissement et de fixation des prix, la réglementation des importations, les procédures douanières, les restrictions à l'exportation, les entreprises commerciales d'État, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, la propriété intellectuelle et les services. Il semble aujourd'hui que l'Éthiopie soit décidée à adhérer à l'organisation.

Selon Mamo Mihretu, avocat et consultant en droit commercial, chargé par son gouvernement d'examiner l'impact de l'adhésion à l'OMC « l'adhésion à l'OMC crée un contexte propice aux affaires et donne aux investisseurs une garantie solide mettant à l'abri de revirements soudains ». Le pays souhaiterait relancer ses exportations et attirer les investisseurs étrangers pour favoriser son développement économique et atténuer la pauvreté.

[...] À l'heure actuelle, sur les 54 pays africains, 41 sont membres de l'OMC et neuf sont en négociation pour accéder à l'OMC. Parmi ces neuf pays, six sont des PMA dont l'Éthiopie, d'où l'importance de réfléchir sur ce sujet. Le Directeur Général de l'OMC, Pascal Lamy, a récemment fait un important plaidoyer sur l'accession des PMA à l'organisation. À l'ouverture de « la Table ronde Beijing (Pékin) 2012 sur les meilleures pratiques dans le processus d'accession à l'OMC à l'intention des pays les moins avancés », il a déclaré que : « l'adhésion des PMA à l'OMC est une démonstration de la dimension développement de l'Organisation ». Il a également souligné que « les avantages de l'adhésion de l'OMC sont évidents ». Elle offre en effet de nouvelles possibilités pour le commerce, attire les investissements et soutient la croissance économique. Il reconnaît tout de même qu'une adhésion à l'OMC n'est pas un processus facile. Cela nécessite une « sérieuse politique économique intérieure et des réformes législatives en cohérence avec les règles de l'OMC ». D'après lui, si l'Éthiopie est toujours dans la phase de négociation de son adhésion, cela signifie que sa priorité est, pour le moment, de développer ses structures et politiques internes.

Source : Les auteurs d'après icstd.org

PARTIE JURIDIQUE

La SARL MOB'CHIK, située à Coutras en Gironde a été fondée par Michel ROZELLE qui la dirige actuellement. Elle emploie 24 salariés. Son activité est spécialisée dans la fabrication de mobiliers de qualité, contemporains et personnalisables. Elle met particulièrement l'accent sur la qualité des matériaux et le savoir-faire de ses salariés pour attirer des clients souhaitant une prestation haut de gamme.

Pour dynamiser les ventes de la SARL MOB'CHIK, Michel ROZELLE envisage de créer une collection de meubles intitulée « esprit vintage », de dimension standard, produite en série et vendue sur internet.

Pour la fabrication des meubles, les salariés utilisent dans les ateliers, des machines-outils spécialisés dans la découpe et l'assemblage du bois.

La conception des meubles MOB'CHIK est réalisée par monsieur BORDERIE, conseiller décorateur.

En tant qu'assistant(e) juridique, Michel ROZELLE vous demande de traiter ces trois dossiers juridiques à partir de vos connaissances et des documents annexés.

ANNEXES

Annexe 1 : proposition d'offre à faire paraître sur le site internet de MOB'CHIK

Annexe 2 : article L111-1 Code de la Consommation

Annexe 3 : Cour de cassation, chambre sociale, le 6 octobre 2010

Annexe 4 : le statut de l'entreprise individuelle

Dossier 1 : analyse d'une situation juridique L'offre commerciale électronique

Dans le cadre de sa nouvelle activité de vente de meubles « vintage », Michel ROZELLE veut ajouter à son site internet la possibilité d'acheter en ligne. Il demande à son frère Manuel, compétent en informatique, de concevoir une offre qui apparaîtra sur la page d'accueil du site.

Cependant les deux frères veulent être assurés que leur offre sera conforme à la législation en vigueur.

1 - Vérifier la validité de l'offre commerciale électronique de la table basse « vintage 50 ».

Dossier 2 : analyse d'une situation juridique Anticiper le risque pour éviter sa réalisation

La production de meubles requiert l'utilisation de machines permettant notamment la découpe et l'assemblage du bois. Ces différentes machines-outils présentent des risques importants. M. Michel ROZELLE veille à ce que chacun de ces équipements soit conforme aux normes en vigueur. Pourtant, il ne juge pas utile de rappeler les différents risques encourus, ni la nécessité de porter les équipements de protection individuels. En effet, chacun de ses salariés a déjà reçu ces informations à l'occasion de sa formation initiale. Il sait cependant que ses salariés ne sont pas à l'abri d'un accident lié à l'utilisation de ces outils.

2 - Déterminer le risque pour M. Michel ROZELLE de voir sa responsabilité engagée en cas d'accident de travail de l'un des salariés de son entreprise.

Dossier 3 : rédaction d'une note Les régimes juridiques de l'activité professionnelle
--

M. BORDERIE, conseiller décorateur, se pose la question d'exercer son activité à son compte en créant sa propre clientèle. Il réfléchit à un partenariat avec l'entreprise MOB'CHIK auprès de laquelle il ferait réaliser les commandes de ses clients.

M. Michel ROZELLE souhaite accompagner son salarié à l'occasion de cette décision importante pour lui.

3 - Dans une note structurée et argumentée, comparer le statut de salarié et celui d'entrepreneur indépendant. Dans un premier temps, aborder les critères de rémunération et de protection sociale et dans un second temps, étudier la responsabilité liée à chacun de ces statuts.

ANNEXES

Annexe 1 : proposition d'offre à faire paraître sur le site internet de MOB'CHIK

MOB'CHIK

102 rue Pasteur COUTRAS 33230

Tél : 05 57 37 14 44

Relooquez votre salon

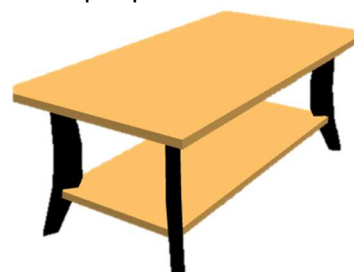
selon vos besoins et vos goûts (plusieurs coloris disponibles)

*grâce à notre **table basse « vintage 50 »**.*

À la fois fonctionnels et esthétiques,

les meubles MOB'CHIK feront envie à vos amis !

Descriptif produit :



MOB'CHIK s'engage à vous livrer les meubles un mois après la date de votre commande. Les conditions générales de vente précisent les garanties légales et commerciales. Le paiement s'effectue par carte bancaire, chèque ou virement.

Le délai de rétractation expire au terme d'une période de quatorze jours à compter du jour où le consommateur a réceptionné le bien. (Article 121-21 du Code de la consommation)

Annexe 2 : article L111-1 Code de la Consommation

Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de vente de biens ou de fourniture de services, le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes :

1° Les caractéristiques essentielles du bien ou du service, compte tenu du support de communication utilisé et du bien ou service concerné ;

2° Le prix du bien ou du service, en application des articles L. 113-3 et L. 113-3-1 ;

3° En l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel le professionnel s'engage à livrer le bien ou à exécuter le service ;

4° Les informations relatives à son identité, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques et à ses activités [...] ainsi que, s'il y a lieu, celles relatives aux garanties légales, [...]

Annexe 3 : Cour de cassation, chambre sociale, le 6 octobre 2010

Attendu que la société Citram Aquitaine fait grief à l'arrêt de la condamner à payer à Mme X... une somme à titre de dommages-intérêts pour violation de ses obligations en matière de sécurité et d'hygiène, alors, selon le moyen :

1°/ que l'employeur n'est pas tenu d'une obligation de sécurité de résultat vis à vis de ses salariés en ce qui concerne leur protection contre les actes d'incivilités et de délinquance commis, sur leur lieu de travail, par des personnes extérieures à l'entreprise, actes relevant de la sécurité publique ; [...]

Mais attendu que l'employeur, tenu d'une obligation de sécurité de résultat en matière de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans l'entreprise, doit en assurer l'effectivité ;

Et attendu que la cour d'appel a constaté, qu'après plusieurs réunions avec le CHSCT, liées aux problèmes de sécurité à la gare routière de Libourne, les mesures prises par l'employeur pour assurer la sécurité de la salariée sur les lieux de travail n'étaient pas suffisantes et que les photos versées au dossier démontraient que les locaux de la gare routière n'étaient pas dans un état d'hygiène conforme à ce qu'un salarié peut normalement exiger ; qu'en l'état de ces constatations, elle a pu en déduire, sans avoir à caractériser une faute de la société, ni à rechercher si l'attitude de Mme X... était à l'origine de son sentiment d'insécurité, que l'employeur n'avait pas respecté ses obligations ; que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

Annexe 4 : le statut de l'entreprise individuelle

En 2016, 70 % des créateurs d'entreprise ont choisi d'exercer leur activité en entreprise individuelle [...].

Cette forme juridique est à conseiller lorsque les risques de l'activité sont peu importants et les investissements limités. La notion de capital n'existe pas. [...]

- Responsabilité de l'entrepreneur individuel

Principe : une responsabilité totale et indéfinie

L'entrepreneur est indéfiniment responsable des dettes professionnelles sur l'ensemble de son patrimoine personnel, à l'exception de sa résidence principale.

Le choix du régime matrimonial peut donc s'avérer important pour ne pas engager les biens du conjoint. [...]

- Constitution d'une entreprise individuelle

L'entreprise individuelle se caractérise par sa simplicité de constitution. L'entrepreneur immatricule son entreprise auprès de la chambre de commerce ou d'industrie ou de la chambre de métiers et de l'artisanat selon que son activité est commerciale ou artisanale, ou effectue une déclaration à l'Urssaf lorsque l'activité envisagée est libérale.

En cas d'option pour le régime de l'EIRL, le formalisme de constitution est plus important que dans le cadre d'une entreprise individuelle classique. L'EIRL doit rédiger une déclaration d'affectation et la déposer au CFE qui se charge de la transmettre au registre dont il relève et recourir à un notaire pour rédiger un acte notarié en cas d'affectation d'un bien immobilier.

- Fonctionnement de l'entreprise individuelle

Simplicité : l'entrepreneur dispose des pleins pouvoirs pour diriger son entreprise et prend seul les décisions.

Il n'a pas à rendre compte de sa gestion ni à publier ses comptes annuels.

L'entreprise n'ayant pas de personnalité juridique distincte de celle de son dirigeant, il n'y a pas de notion « d'abus de biens sociaux ».

- Régime social de l'entrepreneur individuel [...]

- Possibilité de cotiser à un régime complémentaire d'assurance vieillesse, d'invalidité-décès et de retraite complémentaire ;
- Pas d'acquisition de droits à l'assurance chômage au titre de l'activité non salariée, mais possibilité de souscrire une assurance personnelle. [...]

Source : <https://www.afecreation.fr/>

BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR - TERTIAIRES		Session 2019
Économie-Droit	19-ECODROI-PF	Page 10 sur 10